PROCES-VERBAL

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2025 A 19H00

Le jeudi 10 avril 2025 à 19h00, le Conseil Municipal de la Commune de GILLONNAY, dûment convoqué le 3 avril 2025, s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de Monsieur Jean- Paul JULLIEN-VIEROZ, Maire.

Présents : MM. J-P. JULLIEN-VIEROZ, H. GIROUD, C. PHILIBERT, R. PERROT, S MARION, et Mmes G. BELLIER, V. BILLAMBOZ, C. DAMOTTE, C. GUILLAUD, M. LOPES, B. RABATEL et M-F. RATTIER.

Pouvoirs : de F. EHRLER à G. BELLIER et d'A. CHORIER à H. GIROUD.

Absente : P. GUILLET.

Secrétaire de séance : M-F RATTIER.

CONSEIL MUNICIPAL

1- APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU 28 JANVIER 2025

Monsieur le maire demande s'il y a des remarques sur le dernier procès-verbal à approuver.

✓ **Décision du conseil municipal : adopté à l'unanimité.**

DÉLIBÉRATIONS

2- FINANCES : Approbation des comptes de gestion 2024

Délibération n° 06_2025 :

Monsieur le maire rappelle que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur et que le conseil municipal ne peut valablement délibérer sur le compte administratif du maire sans disposer de l'état de situation de l'exercice clos dressé par le receveur municipal.

Le compte de gestion retrace l'ensemble des écritures inscrites par le trésorier pour le compte de la commune : budget primitif, décisions modificatives, détail des dépenses et recettes effectuées, accompagnés des états de développement des comptes de tiers ainsi que les états de l'actif, du passif, des restes à recouvrer et des restes à payer.

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

APPROUVE le compte de gestion du trésorier municipal pour l'exercice 2024. Ce compte de gestion, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer les documents nécessaires à la validation des comptes de gestion 2024.

3- FINANCES : Approbation du compte administratif 2024

Délibération n° 07_2025 :

Mme Béatrice RABATEL, conseillère municipale déléguée aux finances, donne lecture du compte administratif communal 2024 qui s'établit ainsi :

Section de fonctionnement :	Dépenses	661 880.22 €
	Recettes	818 673.91 €
	Résultat excédentaire.....	156 793.69 €

	Excédent N-1	170 971.78 €
Section d'investissement :	Dépenses	505 226.77 €
	Recettes	90 562.26 €
	Résultat déficitaire.....	-414 664.51 €
	Excédent N-1	143 542.05 €
Reste à réaliser	Dépenses.....	123 730.47 €
	Recettes	109 212,50 €
	Besoin de financement	14 517,97 €
Total cumulé	Dépenses	1 290 837.46 €
	Recettes.....	1 332 962.50 €
Résultats de clôture	Excédent de clôture - fonctionnement	327 765.47 €
	Déficit de clôture - investissement.....	-271 122.46 €

Hors de la présence de Monsieur le Maire, **le conseil municipal, à l'unanimité :**

APPROUVE le compte administratif 2024 de la commune.

4- FINANCES : Affectation du résultat de l'exercice 2024

Délibération n° 08_2025 :

Le conseil municipal, après avoir examiné le compte administratif 2024, statuant l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice,

Constatant que le compte administratif fait apparaître un excédent de fonctionnement de 327 765.47 €,

DECIDE à l'unanimité d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit :

AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE	
Résultat de fonctionnement	
A Résultat de l'exercice précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	156 793.69 €
B Résultats antérieurs reportés ligne 002 du compte administratif, précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	170 971.78 €
C Résultat à affecter = A+B (hors restes à réaliser) (Si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)	327 765.47 €
D Solde d'exécution d'investissement	-271 122.46 €
E Solde des restes à réaliser d'investissement (4)	-14 517.97 €
Besoin de financement F	=D+E -285 640.43 €
AFFECTATION = C	=G+H 327 765.47 €
1) Affectation en réserves R 1068 en investissement G = au minimum, couverture du besoin de financement F	285 640.43 €
2) H Report en fonctionnement R 002 (2)	42 125.04 €
DEFICIT REPORTE D 002 (5)	0.00 €

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout acte concernant cette affectation du résultat.

5- FINANCES : Vote des taux des impôts directs locaux 2025

Délibération n° 09_2025 :

Monsieur le Maire présente l'état 1259 comportant les bases prévisionnelles, les produits prévisionnels de référence, les allocations compensatrices et mécanismes d'équilibre des réformes fiscales.

Madame RABATEL fait remarquer que cette augmentation ne couvre pas l'augmentation des cotisations retraite des salariés ainsi que la participation à la mutuelle prévoyance.

En conséquence, Monsieur le Maire propose d'augmenter les taux de 1%.

Le Conseil municipal,

Vu les articles 1636 B *sexies* à 1636 B *undecies* et 1639 A du code général des impôts,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

DÉCIDE de fixer les taux communaux pour l'année 2025 comme suit :

Taxes	Taux 2025
Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties	33.36%
Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties	63.92%
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale	10.78%

CHARGE Monsieur le Maire de prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et de notifier cette décision aux services préfectoraux.

6- FINANCES : Vote des subventions 2025 aux associations**Délibération n° 10_2025 :**

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de se prononcer sur l'attribution des subventions allouées chaque année aux associations qui en font la demande, et ce, conformément aux montants décidés lors de la première commission des finances élargie.

M. PERROT précise que l'association l'Automne Ensoleillé ne demande pas de subvention mais souhaite que des travaux d'insonorisation de la salle soient réalisés.

Monsieur le Maire précise que si des demandes sont faites en cours d'année, celles-ci seront traitées au cas par cas et une délibération sera prise à ce moment-là.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

DÉCIDE d'allouer aux associations pour l'année 2025, les montants tels que présentés dans le tableau ci-dessous :

AU LONG DE LA D73	200 €
CYCLO CLUB GILLONNAY	300 €
ENTENTE ATHLETISME GILLONNAY	300 €
SECOURS CATHOLIQUE	200 €
SECOURS POPULAIRE	200 €
SAUVETEURS SECOURISTES DE LA BIEVRE	200 €
TOTAL SUBVENTIONS 2025	1 400 €

INDIQUE que les crédits sont inscrits au BP 2025 à l'article 65748,

CHARGE Monsieur le Maire de toutes les démarches nécessaires à la bonne exécution de la présente décision.

7- FINANCES : Fongibilité des crédits budgétaires dans le cadre de l'application de la nomenclature comptable M57 pour l'exercice 2025

Délibération n° 11_2025 :

Auparavant, avec l'instruction comptable M14, nous pouvions prévoir une ligne supplémentaire au budget « dépenses imprévues », ce qui n'est plus le cas en M57.

Cependant, l'instruction M57 s'appuyant sur l'article L5217-10-6 du CGCT indique que si l'assemblée délibérante l'autorise à l'occasion du vote du budget, dans les limites qu'elle fixe, l'exécutif peut procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre (hors dépenses de personnel), au sein de la section d'investissement et de la section de fonctionnement, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune de ces sections.

Ces mouvements de crédits ne doivent pas entraîner une insuffisance de crédits nécessaires au règlement des dépenses obligatoires sur un chapitre. Ces virements de crédits font l'objet d'une décision expresse de l'exécutif qui doit être transmise au représentant de l'État pour être exécutoire dans les conditions de droit commun.

Cette décision doit également être notifiée au comptable.

Dans le cas où les délais de gestion d'une décision modificative ne permettent pas de faire face à une dépense urgente dans un chapitre qui ne dispose pas d'un disponible suffisant, il est proposé d'autoriser le Maire à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5% du montant des dépenses réelles pour chacune des sections. Ceci ne nécessite donc pas de décision modificative.

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu l'article L5217-10-6 du CGCT,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de :

- 7,5 % du montant des dépenses réelles de la section de fonctionnement,
- 7,5 % du montant des dépenses réelles de la section d'investissement.

8- FINANCES : Vote du budget primitif 2025

Délibération n° 12_2025 :

Monsieur le Maire présente le budget primitif 2025, comme discuté en commission des finances et demande au conseil municipal de se prononcer sur le budget primitif 2025 comme suit :

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	849 247,57	1 134 888,00
+		+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	123 730,47	109 212,50
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 271 122,46	(si solde positif) 0,00
=		=	=
Total de la section d'investissement (2)		1 244 100,50	1 244 100,50
		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	818 667,27	776 542,23
+		+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 42 125,04
=		=	=
Total de la section de fonctionnement (3)		818 667,27	818 667,27
TOTAL DU BUDGET (4)		2 062 767,77	2 062 767,77

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

APPROUVE le budget primitif 2025 tel que présenté plus haut,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer les documents correspondants, à transmettre les éléments au comptable public et à déposer un exemplaire en préfecture.

9- FINANCES : Convention de partenariat avec le RASED (Réseau d'Aide Spécialisée aux Elèves en Difficulté) – Autorisation donnée au Maire de signer

Délibération n° 13_2025 :

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L2121-29 et suivants,

Vu le projet de convention de partenariat proposé par la commune de La Côte Saint-André relatif au financement du Réseau d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficulté (RASED),

Considérant l'intérêt de ce partenariat pour assurer le bon fonctionnement et le maintien de l'accompagnement des élèves en difficulté sur le territoire,

Considérant que cette convention précise les modalités de participation financière de la commune et précise que la base de calcul retenue est de 32 € par classe,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

APPROUVE les termes de la convention de partenariat avec la commune de La Côte Saint-André pour le financement du RASED,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention ainsi que tous les documents afférents à cette opération,

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal et que la somme de 160 € sera versée à la commune de la Côte St André.

10- ADMINISTRATION GENERALE : Convention avec Bièvre Isère Communauté pour une prestation d'archivage – Autorisation donnée au Maire de signer

L'archiviste de Bièvre Isère Communauté s'est rendue en mairie le 13 février dernier afin de réaliser un état des lieux des archives communales.

À l'issue de ce diagnostic, il apparaît qu'un arriéré d'environ 32,8 mètres linéaires d'archives reste à traiter. Des éliminations réglementaires doivent être réalisées, ce qui permettra de libérer de l'espace dans les rayonnages ainsi que dans le bureau du secrétariat général. L'inventaire existant sous Excel nécessite une révision et une mise à jour. Il pourrait également être pertinent de créer un index spécifique pour les permis de construire.

L'archiviste propose les prestations suivantes :

- Tri, classement et mise à jour de l'inventaire des archives contemporaines,
- Gestion des éliminations (rédaction du bordereau réglementaire),
- Création d'un index sous Excel pour les permis de construire,
- Accompagnement et conseils pour la gestion des archives courantes et l'organisation de l'archivage futur.

Le temps estimé pour la réalisation de l'ensemble de ces missions est de 15 jours, pour un coût journalier de 260 €.

Afin d'envisager une prestation d'archivage en 2026, il convient de délibérer rapidement sur cette proposition et d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de mutualisation avec Bièvre Isère Communauté.

✓ **Décision du conseil municipal : approuvé à l'unanimité.**

Délibération n° 14_2025 :

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que les articles L212-6 et suivants du Code du Patrimoine stipulent que les collectivités territoriales et les groupements de collectivités territoriales sont propriétaires de leurs archives et qu'ils en assurent eux-mêmes la conservation et la mise en valeur sous le contrôle scientifique et technique de l'État et conformément à la législation applicable en la matière.

Il fait part à l'assemblée que Bièvre Isère Communauté propose aux communes membres intéressées par une aide en matière d'archivage une mise à disposition de l'archiviste intercommunale, après signature d'une convention de mutualisation votée en Conseil communautaire le 4 novembre 2024.

Il expose au conseil le contenu de la convention intitulée "Convention de mise à disposition du service des archives intercommunales " et notamment les points suivants :

- la durée de validité de la convention est de quatre ans à compter de la date de la délibération d'adhésion au service Archives,
- le tarif journalier d'intervention de l'archiviste a été fixé à 260 € par délibération du Conseil communautaire,
- une proposition d'intervention sera établie après une visite de diagnostic réalisée sur place et gratuitement par l'archiviste.

Vu le diagnostic réalisé le 13 février 2025 établissant le nombre de jours d'intervention à 15 jours,

Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- D'approuver les termes de la convention,
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention et tout acte en découlant et à faire appel en cas de besoin à l'archiviste intercommunale,
- Que les crédits correspondants sont inscrits au budget primitif de la commune.

11- RESSOURCES HUMAINES : Modification du régime indemnitaire RIFSEEP à compter du 1^{er} janvier 2025

Pour faire suite au travail de révision du régime indemnitaire lancé par la commission des finances, le comité social territorial du Centre de Gestion de l'Isère a émis un avis favorable à notre proposition en date du 11 mars 2025.

Il est donc nécessaire de délibérer afin d'acter cette révision du régime indemnitaire applicable au 1^{er} janvier 2025.

Les arrêtés attribuant le montant mensuel de la part IFSE à chaque agent seront pris dès retour de la délibération par la Préfecture.

✓ **Décision du conseil municipal : adopté à l'unanimité.**

Délibération n° 15_2025 :

Le Maire rappelle à l'assemblée :

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales
- Vu le Code Général de la Fonction Publique, et notamment ses articles L.714-1 et L714-4 à L714-8.
- Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 11 mars 2025,
- Vu la délibération du 31 mai 2018 instaurant le RIFSEEP,

Principes structurant la refonte du régime indemnitaire :

Un certain nombre d'objectifs ont été définis pour faire évoluer le régime indemnitaire :

- Verser un régime indemnitaire à l'ensemble des agents,
- Instaurer un système lisible et transparent,
- Prendre en compte les responsabilités liées aux postes occupés, indépendamment des grades et de la situation statutaire des agents,
- Prendre en compte la manière de servir.

Le Maire propose à l'assemblée :

Article 1 :

La délibération du 31 mai 2018 instaurant le RIFSEEP est abrogée,

Article 2 :

Les indemnités suivantes sont utilisées pour construire le nouveau régime indemnitaire :

PRIME - Texte de référence	MONTANT ANNUEL FIXE PAR LES TEXTES	
Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) <i>Décret n° 2014-513 du 20 mai 2014</i>	Montants maximums annuels de l'IFSE et du CIA applicables à chaque grade et fixé par arrêtés ministériels	Tous cadres d'emplois à l'exclusion des agents de police municipale

Article 3 :

Le régime indemnitaire sera versé aux agents stagiaires et titulaires ainsi qu'aux contractuels de droit public sur emploi permanent ou non permanent sans conditions d'ancienneté.

Article 4 :

Le régime indemnitaire sera composé de deux parts : une part fixe (IFSE) et une part variable (CIA).

- La part fixe (Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise – IFSE)

Une part fixe (IFSE) basée sur des niveaux de responsabilités et l'expérience professionnelle acquise.

- La part variable (Complément Indemnitaire Annuel – CIA) :

Une part variable (CIA), appréciée lors de l'entretien professionnel annuel qui tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (**annexe ci-jointe**).

- Détermination des groupes de fonctions et plafonds :

GROUPES DE FONCTIONS	Part fixe (IFSE) : Montant plafond Annuel réglementaire maximum	Part fixe (IFSE) : Montant annuel retenu par la collectivité		Part variable (CIA) : Montant plafond Annuel réglementaire maximum	Part variable (CIA) : Montant annuel retenu par la collectivité		
		Montant plancher	Montant plafond		Montant plancher	Montant plafond	
CATEGORIE B							
B1	Responsabilité d'un service, d'une équipe à fortes sujétions et encadrement, collaborateur direct des élus Secrétaire générale de mairie	17 480 €	2 200 €	4 900 €	2 380 €	0 €	500 €
B2	Adjoint au responsable de service, expertise, fonctions administratives complexes	16 015 €	2 000 €	4 200 €	2 185 €	0 €	500 €
B3	Assistants, Gestionnaire état-civil, urbanisme	14 650 €	1 800 €	4 100 €	1 995 €	0 €	500 €
CATEGORIE C							
C1	Responsable de service, encadrement d'équipe, assistant de direction, sujétions particulières, expérience, travail de coordination, gestion de dossiers complexes Secrétaire générale de mairie, Adjoint administratif chargé de dossiers complexes (comptabilité, communication,...), Directrice des services périscolaires, Service technique en charge des devis, du contact avec les entreprises etc et responsable de service, ATSEM, Agent de bibliothèque	11 340 €	1 600 €	4 000 €	1 260 €	0 €	500 €

C2	Autres fonctions, agents d'exécution						
	Animatrices ASEM Cantinière Agent technique Agent d'entretien	10 800 €	1 200 €	3 500 €	1 200 €	0 €	500 €

Article 5 : IFSE PART supplémentaire « REGIE »

L'indemnité allouée aux régisseurs d'avances et de recettes prévue par l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 n'est pas cumulable avec le RIFSEEP au sens de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014.

Il est nécessaire d'intégrer l'indemnité susvisée dans la part fonctions du RIFSEEP dénommée IFSE. L'indemnité susvisée fera l'objet d'une part « IFSE régie » versée en complément de la part fonctions « IFSE » prévue pour le groupe de fonctions d'appartenance de l'agent régisseur, ceci permettant de l'inclure dans le respect des plafonds réglementaires prévus au titre de la part fonctions

L'indemnité peut être versée aux fonctionnaires titulaires et stagiaires mais également aux agents contractuels responsables d'une régie.

Elle est versée en complément de la part fonctions « IFSE » prévue pour le groupe de fonctions d'appartenance de l'agent régisseur. Le versement interviendra au mois de décembre de chaque année.

Les montants sont fixés comme suit :

RÉGISSEUR DE RECETTES Montant moyen encaissé mensuellement	MONTANT annuel de la part « IFSE régie » (en euros)
Jusqu'à 1 220	<i>110 €</i>
De 1 221 à 3 000	<i>110 €</i>
De 3 001 à 4 600	<i>120 €</i>
De 4 601 à 7 600	<i>140 €</i>
De 7 601 à 12 200	<i>160 €</i>
De 12 201 à 18 000	<i>200 €</i>

L'indemnité des régisseurs concerne :

FONCTIONS d'appartenance du régisseur Adjoint Administratif principal 1^{ère} classe Adjoint Administratif principal 2^{ème} classe Adjoint Administratif Rédacteur principal 1^{ère} classe Rédacteur principal 2^{ème} classe Rédacteur
--

Les agents dont le cadre d'emplois n'est pas encore impacté par le RIFSEEP restent soumis aux délibérations antérieures régissant l'indemnité allouée aux régisseurs d'avances et de recettes (arrêté ministériel du 3 septembre 2001).

Article 6 :

L'agent continuera à percevoir intégralement son régime indemnitaire (IFSE+CIA) dans les cas suivants:

- Congés annuels,
- Récupération de temps de travail,
- Compte épargne temps,
- Autorisations exceptionnelles d'absence,
- Congé de maladie ordinaire (CMO) dans la limite du traitement,
- Congé pour accident de trajet, d'accident de service et congé pour maladie professionnelle,
- Congés maternité, paternité le congé de paternité et d'accueil de l'enfant, états pathologiques ou congé d'adoption,
- Formations, stages professionnels ou tout acte dans le cadre professionnel extérieur au lieu de travail habituel.

L'IFSE suivra le sort du traitement en cas de :

- Congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS),
- Temps partiel thérapeutique (TPT),
- Période de Préparation au Reclassement (PPR).

Le CIA sera maintenu en cas de CMO, CITIS, TPT, PPR, **sous réserve que la manière de servir et la performance de l'agent aient pu effectivement être évaluées au cours de l'année.**

En cas de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie : le versement du régime indemnitaire (IFSE + CIA) sera suspendu.

Article 7 :

La part fixe du régime indemnitaire (IFSE) sera versée **mensuellement** au prorata du temps de travail.

La part variable fera l'objet d'un versement 1 fois par an en juin au prorata du temps de travail.

Article 8 :

En application de l'article 6 du décret du 20 mai 2014, **les agents qui percevaient antérieurement à la présente délibération un niveau indemnitaire mensuel supérieur à celui de leur groupe de fonctions, percevront au titre de l'IFSE une indemnité différentielle à hauteur de ce montant.**

Ce niveau sera maintenu jusqu'à ce que l'agent change de poste.

Article 9 :

Le Maire est autorisé à prendre les arrêtés individuels d'attribution du régime indemnitaire et à signer, au nom et pour le compte de la Mairie, toutes pièces de nature administrative, technique ou financière nécessaires à l'application de la présente délibération.

Article 10 :

Le montant du régime indemnitaire fait l'objet d'un réexamen :

- En cas de changement de fonctions,
- En cas de changement de grade,
- Tous les 4 ans en l'absence de changement et au vu de l'expérience acquise.

Article 11 :

Les crédits correspondants seront inscrits au budget de la collectivité.

Article 12 :

La présente délibération prend effet au 1^{er} janvier 2025.

Article 13 :

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Grenoble peut être saisi par voie de recours dans un délai de deux mois à compter de la publication de la présente délibération.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.

Après en avoir délibéré, l'assemblée délibérante décide, à l'unanimité :

- **D'INSTAURER** un régime indemnitaire tenant compte fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) tel que présenté ci-dessus ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à fixer par arrêté individuel le montant de l'IFSE et du CIA versés aux agents concernés dans le respect des dispositions fixées ci-dessus ;
- **D'ABROGER** toutes les délibérations antérieures concernant le régime indemnitaire ;
- **DE PREVOIR et D'INSCRIRE** les crédits correspondants au budget.

12- RESSOURCES HUMAINES : Mandat donné au CDG38 pour participer à la consultation pour l'adhésion aux contrats groupes de plusieurs prestations sociales (mutuelle et assurance statutaire)

Délibération n° 16_2025 :

Dans une logique de mutualisation, le CDG38 propose aux employeurs affiliés et non-affiliés du département divers contrats-groupes :

- 1- Une convention proposant des titres restaurant en version papier ou dématérialisée (le contrat actuel se terminera le 31 décembre 2025),
- 2- Une convention de mutuelle santé assurant la prise en charge des frais médicaux des agents (le contrat actuel devrait se terminer le 31 décembre 2025),

3- Un contrat groupe d'assurance statutaire, qui indemnise l'employeur en cas d'absence d'un agent (le contrat actuel devrait se terminer le 31 décembre 2026).

4- Et, enfin, une convention de prévoyance garantissant le maintien de salaire en cas d'incapacité ou d'invalidité (ce contrat vient d'être renouvelé, à effet du 1^{er} janvier 2025, et devrait se terminer le 31 décembre 2030).

Au regard de ces échéances, dans une logique de simplification des étapes, et afin d'assurer la continuité des prestations, le CDG38 va engager ces trois premières procédures, avec les échéances prévisionnelles suivantes :

- 1- La convention proposant des titres restaurant à effet du 01/01/2026,
- 2- La convention de mutuelle santé à effet du 01/1/2026 ou du 01/01/2027,
- 3- Le contrat groupe d'assurance statutaire, à effet du 01/01/2026.

Aussi, afin de vous offrir la possibilité d'adhérer à ces trois offres, et bénéficier ainsi des conditions et tarifs négociés à l'échelle du département, le CDG38 sollicite de façon groupée dès à présent l'accord de l'employeur pour être incorporé dans le cahier des charges.

Il convient de rappeler que la délivrance d'un mandat est impérative à ce stade de la procédure, mais qu'après l'attribution du contrat au fournisseur retenu, l'employeur demeurera libre de souscrire ou pas le contrat proposé. Et cette décision devra faire l'objet d'une autre délibération, le moment venu).

Concrètement, le mandat peut être accordé au choix pour un seul contrat, pour deux ou pour les trois.

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 25,

Vu l'obligation, pour le CDG38, d'obtenir les mandats des employeurs qui souhaitent participer aux consultations du CDG38 en 2025 et 2026, et ce avant l'envoi des avis d'appels publics à la concurrence,

Le conseil municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :

DECIDE de donner mandat au CDG38 pour le représenter et négocier en son nom lors des consultations suivantes :

- La mutuelle santé,
- L'assurance statutaire.

RAPPELLE que ces mandats ne préjugent pas de l'adhésion définitive, qui devra impérativement faire l'objet d'une délibération le moment venu.

13- IMMOBILIER : Acquisition de l'emplacement réservé n° 3 du Lotissement le Bella Ciao (annule et remplace la précédente délibération prise en conseil municipal le 19 décembre 2024)

Monsieur le Maire présente la délibération prise en décembre 2024 et explique que le terrain concerné ne fait pas 457m² mais 177m². Il convient donc de prendre une nouvelle délibération qui annule et remplace la précédente.

Pour rappel, extrait de la délibération n° 20241219_60 prise le 19 décembre 2024 :

L'aménagement du lotissement arrivant à son terme, M. DABBENE, représentant la société l'Ex-Aequo, demande à la mairie de se prononcer sur l'acquisition de l'emplacement réservé n° 3, situé le long de la RD73, parcelle A1377, d'une contenance de 457 m², pour un montant de 10 588 € correspondant au prix d'acquisition initial.

Délibération n° 17_2025 :

L'aménagement du lotissement arrivant à son terme, M. DABBENE, représentant la société l'Ex-Aequo, demande à la mairie de se prononcer sur l'acquisition de l'emplacement réservé n° 3, situé le long de la RD73, parcelle A1377. Compte-tenu de l'information liée à l'alignement qui n'avait pas été prise en compte dans la première estimation, la surface retenue est de 177m² pour un montant de 4 100 €.

A cet effet, Monsieur le Maire demande au conseil municipal de l'autoriser à engager les démarches nécessaires à l'achat de cette parcelle.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

ACCEPTE d'acquérir l'emplacement réservé n° 3 cadastré A 1377 d'une contenance de 177 m² pour un montant de 4 100 €,

AUTORISE Monsieur le Maire à engager les démarches nécessaires et à signer tous documents concernant cette affaire,

PRECISE que la délibération n° 20241219_60 du 19 décembre 2024 est abrogée.

DÉCISIONS

14- IMMOBILIER : Positionnement de la commune sur la possibilité d'acheter une partie de la parcelle E241, emplacement réservé n° 6 (pour donner suite à la demande des propriétaires)

Décision n° 01_2025 :

Monsieur le Maire a reçu une proposition de la part des propriétaires de la parcelle E241 demandant si la commune souhaitait se positionner pour acquérir une partie de cette parcelle où se situe l'emplacement réservé n° 6.

Après discussion, il est décidé de proposer aux propriétaires d'acheter une bande de 3 mètres tout autour des bâtiments communaux pour en faciliter l'accès.

A cet effet, Monsieur le Maire demande l'avis du conseil municipal.

✓ **Décision du conseil municipal : approuvé à l'unanimité.**

15- CIMETIERE : Validation des travaux d'aménagement

Décision n° 02_2025 :

L'objectif est de faire valider par le conseil municipal les travaux envisagés à l'issue de la réunion du comité cimetière du 15 février.

Les travaux prévus sont les suivants :

Nouveau cimetière :

- Aménagement des allées 1 et 2 en revêtement bicouche.
- Maintien des allées entre les tombes en gravier.
- Création d'une plateforme de recueillement entre le columbarium et les concessions, dans le prolongement de l'allée centrale de l'ancien cimetière.

Ancien cimetière :

- Réalisation en béton désactivé des allées 3 et 4 nord, ainsi que de l'allée centrale intégrant le monument aux morts, avec pose de caniveaux pour l'évacuation des eaux pluviales vers l'extérieur du site.
- Aménagement des allées 3 et 4 sud avec des dalles en nid d'abeilles, afin de faciliter l'accessibilité PMR et permettre l'infiltration des eaux pluviales, en l'absence de possibilité d'évacuation vers l'extérieur.
- Maintien des allées transversales entre les tombes en gravier.

Trois entreprises seront consultées, et le marché sera attribué à l'entreprise présentant l'offre la plus avantageuse économiquement.

Il est demandé au conseil municipal de valider ces travaux.

Il est rappelé que si le montant des travaux reste inférieur à 90 000 €, aucune nouvelle délibération ne sera nécessaire pour l'attribution du marché.

✓ **Décision du conseil municipal : 13 voix POUR et 1 Abstention (M. MARION)**

16- SCOLAIRE : Modification exceptionnelle des horaires d'école du mardi 27 mai 2025 pour les élèves de CM2 dans le cadre de la journée « Comme au collège » de 9h à 16h

Décision n° 03_2025 :

La directrice de l'école nous sollicite concernant une demande de modification d'horaire et de lieu de classe à l'occasion de la journée "Comme au collège" du 27 mai pour les élèves de CM2 de l'école de Gillonnay.

En effet, ce jour-là, ces élèves se rendront au collège Jongkind à la Côte Saint André de façon à vivre une journée dans la peau d'un futur élève de 6ème. Or, les horaires de cette journée sont de 9h à 16h. Aussi, pour que les parents puissent récupérer leurs enfants directement au collège de la Côte St André, l'IEN (Inspecteur de l'Education Nationale) demande d'acter ce changement exceptionnel d'horaires et de lieu.

✓ **Décision du conseil municipal : approuvé à l'unanimité.**

17- Questions diverses

- ✓ Cérémonie du 8 mai, 80^{ème} anniversaire de la commémoration de la victoire du 8 mai 1945 : nous prendrons contact avec l'Éveil de Sardieu pour savoir s'il peut intervenir cette année. L'horaire sera fixé en fonction de sa réponse.
- ✓ Convention avec le CCAS de la commune de Brézins pour l'accueil du mercredi : nous avons été contactés par la commune de Brézins qui souhaiterait savoir si nous pouvions accueillir quelques enfants. Nous avons prévu 5 places. Brézins participera pour ses familles à hauteur de 13€ par enfant et par journée et 7€ par enfant et par demi-journée. Une convention a été signée.
- ✓ Demande de mutation d'un agent : l'agent administratif chargée de la comptabilité et de la communication nous a fait part de sa demande de mutation à l'EPAGE de la Bourbre. Sa mutation sera effective au 24 juin 2025.
- ✓ Point sur les travaux d'aménagement de sécurité de la RD73 : les travaux reprendront le 2 juin. La route sera fermée à la circulation de 7h à 17h. Les bus scolaires pourront passer. A voir pour les bus de la Région. Les travaux d'enrobé seront réalisés du 7 au 27 juillet de la Rue du Coloneau à la Rue du Bourg. Les poids lourds seront déviés depuis La Frette. Une déviation par le Chemin de Lemps est prévue pour les véhicules légers. Une information à la population devra être faite rapidement.
- ✓ Repas des élus et du personnel communal le vendredi 4 juillet.
- ✓ Dates à retenir :
 - Commission « urbanisme » élargie : mercredi 7 mai à 20h,
 - Conseil municipal :
 - jeudi 15 mai 2025 à 20h,
 - jeudi 19 juin 2025 à 20h,
 - Visite du Domaine des Etoiles mardi 6 mai à 15h (sont intéressés, Mrs GIROUD, PERROT et MARION et Mme DAMOTTE).

Clôture de la séance à 22h00.